



ASIE/PHILIPPINES - Pour l'Association des Supérieurs majeurs aux Philippines, « le gouvernement est insuffisant dans les domaines de l'écologie, des droits humains, de la corruption et de la réforme agraire »

Manille (Agence Fides) – Le gouvernement de Benigno Aquino jr n'a pas donné de résultats satisfaisants à la population dans des matières importantes telles que les droits humains, la corruption, la lutte contre l'impunité, la réforme agraire et l'écologie. C'est ce qu'affirme dans un communiqué envoyé à l'Agence Fides l'Association des Supérieurs majeurs aux Philippines, qui rassemble les responsables de toutes les congrégations et ordres religieux, masculins et féminins, présents aux Philippines.

En cette troisième année du mandat du gouvernement, les responsables religieux catholiques remarquent que, « au sein de la nation, beaucoup reste à faire » et que les attentes que la population reposait sur le gouvernement ont été déçues. La lourde question que les religieux posent à Benigno Aquino jr est : « De quel côté est ce gouvernement ? ». « Nous sommes attristés par le fait que la corruption et l'abus de fonds publics de la part de certains députés et sénateurs se poursuivent » note le texte. En outre, « depuis 2010, aucun « gros poisson » n'a été condamné » pour des cas de corruption grave. Entre temps, des questions importantes telles que « la pauvreté opprimante, les protestations des paysans, le trafic d'êtres humains » demeurent sans réponse.

L'une des critiques faites au gouvernement est « la constante de violence et d'impunité » avec des homicides quotidiens et « l'augmentation jour après jour du nombre des victimes d'exécutions sommaires ». « Le droit et la légalité existent-ils encore dans ce pays ? » se demandent les religieux, remarquant la dégradation du respect des droits humains aux Philippines et rappelant les nombreux cas d'homicides irrésolus, comme celui du Père Fausto Tentorio.

Un point douloureux est par ailleurs la « réforme agraire », souhaitée depuis des décennies et jamais réalisée, malgré un appel provenant de plus de 80 Evêques, qui se faisaient porte-parole des demandes des paysans. Qualifiée de « plus important programme de justice sociale du gouvernement », la réforme en question implique la distribution des terres. A propos du patrimoine naturel de la nation, les religieux remarquent que la dévastation des montagnes, des mers et des cours d'eau, l'extraction minière indiscriminée, l'empoisonnement industriel forment « un cadre douloureux ». « Cet assaut de la création constitue également une attaque contre notre foi » affirment-ils attendu que Dieu a confié à l'homme la garde de la création, demandant au gouvernement de préserver ce patrimoine. (PA) (Agence Fides 24/04/2013)